

# Les grands défis de la société Européenne

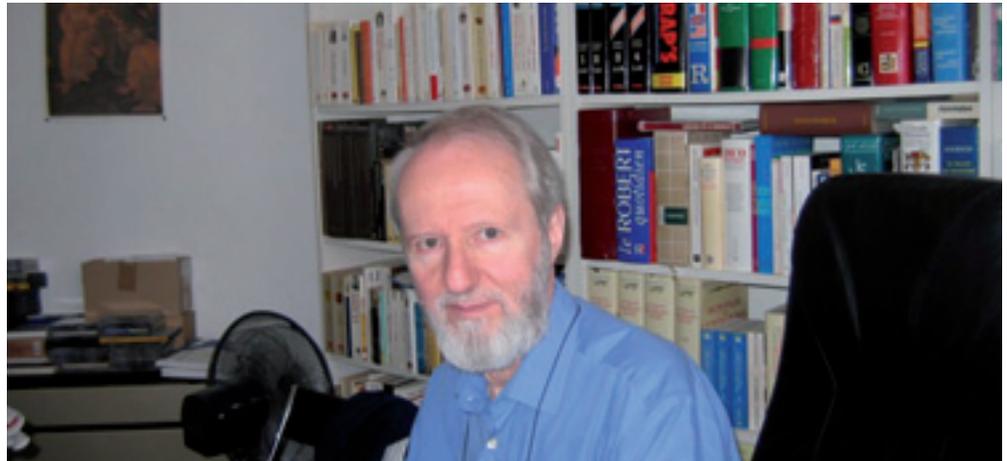
Cycle 2006-2007 des conférences-débats organisées par l'Association Royale des Anciens et Anciennes du Collège Saint-Michel  
Compte rendu de Jean-Marie Mersch (ads 52)

## QUATRIÈME ET DERNIÈRE CONFÉRENCE: EUROPÉENS, QUI SOMMES-NOUS? OÙ ALLONS-NOUS?

En cette année du cinquantième anniversaire de sa fondation, pourquoi, loin d'être devenue la puissante fédération envisagée par ses pères fondateurs, l'Union européenne n'est-elle encore à beaucoup d'égards qu'un médiocre agrégat d'Etats-nations férocement égoïstes? D'où vient donc qu'il soit si difficile, à elle-même et à ses citoyens, de définir son identité? Et l'événement majeur qu'a constitué, il y a deux ans, l'entrée en son sein de dix nouveaux Etats membres a-t-il facilité ou, au contraire, rendu plus difficile la recherche de cette identité? Plus inquiétant encore, avec la résurgence, relative mais indéniable, de certaines revendications nationalistes, principalement économiques mais aussi culturelles, à laquelle nous assistons actuellement, la menace d'une marche en arrière, voire d'une remise en question pure et simple de l'Union n'est-elle pas en train de se dessiner? Enfin, en plus du travail de ses responsables officiels – et spécialement de la Commission européenne – a-t-on pu saluer l'apparition d'initiatives – politiques, culturelles, sportives – qui se sont révélées de nature à favoriser la naissance ou le renforcement de cette identité fantôme?

Telles ont été les principales questions que Philippe Riès, directeur de l'Agence France Presse Bruxelles-Strasbourg-Luxembourg et modérateur aussi convivial qu'éclairé, a posées aux quatre orateurs du jour: Bernard Coulie (ads 77), recteur de l'UCL, Daniel Cohn-Bendit, député européen des Verts allemands, Jan Truszczyński, ancien ambassadeur de Pologne auprès des Communautés européennes, négociateur du traité d'adhésion et, actuellement, directeur général adjoint à la Direction de l'élargissement de l'Union et Pierre Defraigne, haut fonctionnaire européen de l'antenne bruxelloise de l'Institut français des Relations internationales.

En tant que praticien de l'enseignement supérieur et pour ne pas courir le risque



Jean-Marie Mersch

d'enfoncer des portes ouvertes, Bernard Coulie, qui fut le premier à prendre la parole, limita judicieusement son intervention à sa spécialité. Mais ce témoignage d'honnêteté intellectuelle ne le laissa pas pour autant les mains vides car, fit-il remarquer avec à-propos, du fait qu'il est un vecteur important de valeurs, l'enseignement – et spécialement l'enseignement supérieur – contribue indéniablement à susciter l'émergence des identités.

Et, justement, depuis le lancement, en 1995, de ce qu'on appelle désormais le *Processus de Bologne*, c'est heureusement ce qui se produit aujourd'hui pour l'identité européenne. Bien sûr, même si elle est encore loin d'avoir réalisé le rêve de ses initiateurs, l'Union européenne n'a pas attendu cette date pour entreprendre, puis consolider progressivement son unification et, en l'espace de ses cinquante ans d'existence, elle peut sans doute s'enorgueillir d'avoir à son actif bien des avancées, peut-être, pour certaines, encore trop timides, voire embryonnaires à beaucoup d'égards, mais dont la plupart sont aussi sans doute désormais irréversibles. Il n'empêche que la déclaration qui a été signée conjointement à Bologne il y a neuf ans par 29 ministres européens de l'enseignement supérieur est d'une importance capitale car sa mise en application est en train de révolutionner en profondeur l'univers de l'enseignement supérieur à l'échelle européenne.

Pour les quelque 17 millions d'étudiants qui peuplent les 4.000 universités de l'Europe, bien des choses ne seront plus jamais comme avant car, en vertu des règles édictées par le *Processus de Bologne*, ils sont désormais intégrés en droit – et le seront progressivement en fait – dans un immense réseau doté de caractéristiques communes dont voici les plus significatives. D'abord, les diplômés – dont la dénomination, le contenu, l'octroi, la valeur et le contrôle ont été radicalement rénovés et améliorés – seront dorénavant valables, non plus uniquement dans le pays d'origine de l'étudiant, mais dans tous les Etats membres de l'Union. Ensuite, les échanges et la collaboration entre les universités seront désormais, non seulement facilités, mais surtout vivement encouragés jusqu'à même leur permettre d'élaborer entre elles des programmes communs. Enfin, last but not least, la mobilité, dont les vertus incontestables sont plus que jamais prises en compte, est d'ores et déjà nettement favorisée à l'aide de divers programmes, dont le plus célèbre est évidemment le programme *Erasmus*, popularisé notamment par le plaisant film de Cédric Klapisch, *L'Auberge espagnole*. Il permet, en effet, chaque année à quelque 150.000 étudiants d'aller, dans une université étrangère, suivre une partie de leur formation pendant au moins trois mois et parfois une an, sans allongement de leur programme de base. Jusqu'ici, un million et demi d'entre eux en ont déjà bénéficié.

On l'a compris, l'objectif du *Processus de Bologne* est de réussir à intégrer l'ensemble de l'enseignement supérieur européen dans une structure qui soit, sinon parfaite, du moins cohérente et durable. Et il s'est fixé l'année 2010 – c.-à-d. demain ! – comme date butoir pour y parvenir. Si vous avez assisté à la deuxième des quatre conférences-débats de ce cycle 2006-2007, vous vous souvenez peut-être que 2010, c'est aussi la date butoir que s'est fixée un autre processus européen, le *Processus de Lisbonne*, dont l'objectif est, lui, de créer un espace européen de la recherche susceptible de rendre la science, la technique et l'économie de notre *vieux continent* les plus attractives et les plus compétitives du monde. Ce n'est évidemment pas un hasard si la même année 2010 a été choisie pour marquer l'aboutissement des deux processus, celui de Bologne et celui de Lisbonne. Les deux projets, en effet, sont, étroitement liés: pour que l'Europe puisse s'enorgueillir de posséder le potentiel intellectuel le plus performant de la planète, il est indispensable qu'elle puisse disposer d'un enseignement supérieur qui soit le mieux structuré, le mieux coordonné possible.

Mais, au-delà de cela, pour revenir à la première question de Philippe Riès, l'intervention lumineuse de Bernard Coulié lui a donné une réponse positive des plus pertinentes et encourageantes. Oui, notre enseignement supérieur, dans la mesure même où il est en train de se décroiser pour prendre une dimension de plus en plus franchement continentale, apparaît indiscutablement comme un puissant vecteur de l'émergence et de la prise de conscience de l'identité européenne. Et un vecteur qui ne fera que se renforcer à l'avenir, puisque ce sont les jeunes qui en sont les supports, les jeunes, qui, non seulement, seront les décideurs de demain, mais qui, en outre, voient derrière eux, chaque année nouvelle, de très nombreux autres jeunes s'inscrire dans l'enseignement supérieur.



Champion de l'optimisme et du volontarisme – ce qui est loin d'exclure le sens aigu du réel – Daniel Cohn-Bendit, qui justifie d'autant mieux son mandat de député européen qu'il parle l'allemand aussi couramment que le français, s'inscrit, pour sa part, franchement en faux contre l'inquiétude dont étaient empreintes, au moins en filigrane, les questions posées par Philippe Riès.

Pourquoi, bon Dieu, dit-il pour commencer, se désoler qu'après cinquante ans d'existence de l'Union européenne, il soit si difficile de définir son identité? En effet, si, pour un être humain, cinquante ans, c'est beaucoup, pour la formation d'un Etat-nation – et, a fortiori, pour celle d'un ensemble aussi vaste et complexe que la nouvelle Europe –, ce n'est, au contraire, quasiment rien! Considérons, par exemple, l'histoire de la France ou de l'Allemagne: ce n'est pas cinquante ans, ni même cent, mais plusieurs siècles qu'il leur a fallu pour qu'elles parviennent à devenir ce qu'elles sont aujourd'hui et pour que leurs citoyens soient conscients et fiers de leur identité nationale.

Selon lui, si nous ne pouvons pas définir l'identité européenne, ce n'est pas parce qu'elle n'existe pas mais parce qu'elle se forme étape par étape. L'une de ces étapes fut la création de l'euro. Aujourd'hui, quand nous achetons quelque chose, nous pataugeons encore dans la conversion de l'euro en francs, en marks ou en liras. Mais, en 2025 et sans doute même déjà bien avant, quand un adolescent né aujourd'hui achètera une glace, il la paiera en euros et, si on lui parle alors de franc, de mark ou de lire, il ouvrira des yeux comme des soupapes en se demandant ce qu'on peut bien vouloir lui dire! Grâce à l'euro, grâce aussi à bien des éléments de la vie quotidienne, il aura acquis, il se sera forgé, sans même le plus souvent le savoir, une conscience européenne plus riche que la nôtre. Et il aura déjà une idée nettement moins floue que nous de l'identité européenne.

Une autre chose qui étonne et agace toujours Daniel Cohn-Bendit, c'est de s'entendre dire, souvent avec une face de carême, que l'Europe est en crise. Mais quand, diable, n'a-t-elle pas été en crise? Elle n'a connu que cela! Et c'est par les crises qu'elle s'est construite, à l'instar des Etats-nations qui la composent.

Petit à petit, les Européens comprennent que leur espace de vie, leur espace de réflexion, leur espace culturel est un espace local, régional, national ET un espace européen. Et c'est ce ET qui fait l'identité européenne et qui nous permet aujourd'hui de nous comporter autrement qu'avant. Et de faire en sorte que ce qui est encore aujourd'hui pour nous un point d'interrogation devienne, dans 20 ans ou plus, une certitude.

Quant à la résurgence de certaines manifestations égoïstes, qu'elles soient de caractère nationaliste, populiste, raciste, xénophobe ou autre, il serait, bien sûr, aberrant de les ignorer mais, depuis que l'Union européenne existe, elles ne sont plus un danger mortel car elles sont désormais encadrées. Echaudés – le terme est faible – par la double barbarie totalitaire que furent, d'une part, le nazisme, d'autre part, le communisme, les Européens ont, en effet, créé, avec l'Union, une structure de vie en commun où l'égoïsme national ne peut plus s'exprimer d'une manière monstrueuse et démesurée allant jusqu'à la guerre. Et c'est pour cela que Daniel Cohn-Bendit est notamment très content que la Pologne en fasse aujourd'hui partie intégrante. Car, ainsi que c'est désormais le cas pour chacun des 26 autres pays qui la composent, elle ne peut plus faire n'importe quoi. Et, par exemple, rétablir la peine de mort comme le souhaitent la majorité de ses citoyens. Si la Pologne le fait, elle doit ipso facto quitter l'Union et, du coup, ses paysans ne recevront plus d'argent. Donc, jamais elle ne rétablira la peine de mort. Voilà une preuve supplémentaire – devenue aujourd'hui banale mais qui est surtout extraordinaire – que l'Europe est d'ores et déjà une entité politique, certes encore imparfaite, mais indéniable, et que son identité se dessine de mieux en mieux.

En Européen lui aussi convaincu et en haut fonctionnaire déjà chevronné de la Commission, le Polonais Jan Trzuszczynski commença par corroborer les déclarations optimistes de Daniel Cohn-Bendit. Ensuite, à propos des 12 nouveaux Etats qui ont rejoint la Communauté depuis 2004 et des difficultés qu'ils éprouvent à s'adapter aux normes édictées par celle-ci, l'Européen de l'Est qu'il est n'hésita pas à faire preuve d'une saine et courageuse autocritique. En effet, pour expliquer ces difficultés, il reconnut clairement qu'elles étaient dues, en partie au moins,



à la montée d'indéniables tendances au nationalisme, au chauvinisme, au populisme et même au racisme. Mais, ajouta-t-il, ces difficultés, comme ces poussées d'intolérance, trouvent encore bien davantage leur source dans le fait que, pendant un demi siècle, tous ces peuples ont été enfermés, derrière le Rideau de fer, dans le frigo du communisme et que, recouvrant la liberté, ils n'ont rien eu de plus pressé que de retrouver et de restaurer leurs valeurs anciennes, certes, à bien des égards, éminemment respectables, mais qui, sur plus d'un point sans doute, ne correspondent plus aux nouvelles valeurs que l'Europe de l'Ouest s'est forgées pendant la même période. Et, retrouvant son optimisme, il conclut en estimant que, si indéniables que soient ces difficultés d'adaptation, elles allaient fort probablement s'aplanir avec le temps. En outre, ajouta-t-il, grâce à l'apport de leurs riches traditions ancestrales, forcément différentes de celles de l'Occident, grâce aussi à l'expérience qu'ils ont été forcés de faire du totalitarisme communiste – et dans la mesure même où cette expérience fut cuisante – ces 12 nouveaux membres de la Communauté ne pourront que l'enrichir considérablement et lui apporter des idées neuves dont elle a déjà commencé à faire son miel.

Enfin, nanti, lui aussi, d'une solide expérience des questions européennes, notre compatriote Pierre Defraigne fut le dernier à prendre la parole. Et, tout en partageant sans doute à beaucoup d'égards les vues de ses trois prédécesseurs, il apporta néanmoins quelques sérieux bémols à leur optimisme en rappelant – ce qu'ils savaient sans doute aussi bien que lui – que si nous n'y prenions pas sérieusement garde, l'avenir de l'Europe risquait fort de ne pas être aussi radieux que nous l'espérons et que les chants de nos lendemains pourraient fort bien être assortis de très vilains couacs.

Se sentant – à la fois belge, européen et citoyen du monde et estimant que ces trois identités sont éminemment compatibles et que se priver de l'une d'elle serait une

aberration, il centra dès lors son intervention sur la mondialisation, dont il ne craignit pas de dire qu'il est un chaud partisan car elle n'est à ses yeux rien de moins que l'espérance de l'humanité tout entière en marche vers son unité dans une perspective quelque peu teilhardienne. Mais il s'empessa d'ajouter que, dans la mesure même où elle est en train de bouleverser les équilibres économiques, écologiques et géopolitiques à l'échelle de la planète, elle ne devait pas se réaliser n'importe comment ni à n'importe quel prix. D'autant que c'est en elle, essentiellement, qu'il voit LE test de la construction européenne.

De deux choses l'une: ou bien l'Europe va continuer à faire du sur-place ou, pire, se désagréger, comme certains de ses citoyens l'envisagent et même le souhaitent, et alors, non seulement elle va voir son rôle international s'amoinrir inéluctablement comme une peau de chagrin, mais – ce qui est encore pire – elle va fort probablement être emportée comme un fétu de paille dans le tourbillon chaotique d'une mondialisation devenue totalement anarchique et incontrôlable. Ou bien, au contraire, l'Europe va se construire le plus solidement possible et alors, dans cette mesure même, elle va pouvoir occuper de mieux en mieux la place importante qui lui revient de droit et de fait dans la mondialisation et, en conséquence, y jouer un double rôle déterminant et bénéfique.

D'abord, au plan économique, elle ne pourra, dans la seconde hypothèse, que confirmer sérieusement qu'elle est une championne incontestable en matière de créativité, d'innovation et de compétitivité. Mais il est surtout quasiment certain qu'elle va – enfin ! et sans doute pour longtemps – pouvoir désormais revendiquer réellement – et non plus potentiellement ni même virtuellement – le titre de première puissance mondiale, sans que personne puisse encore le lui contester. Et, en conséquence, dans la mesure même où elle aura de la sorte, sinon décuplé, du moins considérablement augmenté sa richesse, elle pourra, d'une part, concurrencer beaucoup plus efficacement les autres grandes puissances mondiales et, d'autre part, contribuer à enrichir en proportion l'ensemble de la planète.

Ensuite – et c'est sans doute encore plus important et plus décisif – en tant que patrie des droits de l'homme et gardienne de la liberté, de la solidarité humaine et de la justice sociale, l'Europe unie va pouvoir renforcer

l'arsenal de règles qu'elle a commencé à édicter pour harmoniser la mondialisation et amener progressivement celle-ci à respecter ces valeurs fondamentales au lieu de les ignorer ou, pire, de les bafouer comme elle le fait aujourd'hui trop souvent dans ses débordement cyniques. Et, en raison même de sa puissance accrue, elle sera mieux à même d'y parvenir.

Toutefois, Pierre Defraigne s'empessa d'ajouter que ce bel avenir n'était, hélas, encore qu'un rêve. Car, aujourd'hui, l'Union européenne stagne au milieu du gué. En effet, avec 27 membres, elle est plus que jamais paralysée. Mais elle est aussi profondément divisée sur au moins 3 points fondamentaux. D'abord, sur son élargissement: certains voudraient que la Turquie, notamment, puisse s'y intégrer, d'autres y sont farouchement opposés. Ensuite, sur son modèle: face à ceux qui, éminemment conscients de l'intérêt capital que revêt sa construction, veulent poursuivre celle-ci et, à terme, la parachever, d'autres, au contraire, se crispent sur son inachèvement actuel, quand ils ne veulent pas tout simplement jeter le bébé avec l'eau du bain. Enfin, l'Europe est aussi divisée sur ses relations avec les Etats-Unis: certains voudraient que ceux-ci continuent à la garder sous leur aile protectrice comme ce le fut, avec le succès qu'on sait, du temps de la guerre froide; d'autres souhaitent se dégager de cette «protection» devenue encombrante et, sans doute, obsolète et entretenir désormais avec l'Oncle Sam des relations d'égal à égal.

Et, si j'ai bien compris Pierre Defraigne, c'est surtout ce dernier point qui rend indispensable et urgente la poursuite de la construction européenne. Car, si nous ne nous libérons pas du bouclier américain en créant – enfin – un système de défense qui soit strictement propre à l'Europe – et qui sera du reste un élément décisif de la poursuite de sa construction – cela risque fort d'avoir une double conséquence éminemment dommageable.



D'abord, nous pourrions fort probablement dire adieu à notre espoir de jouer un rôle majeur – et bénéfique – dans la mondialisation en favorisant, d'une part, son développement harmonieux en même temps que le nôtre et, d'autre part, en l'empêchant de transformer la planète en une geôle immense où les nantis auront tout pouvoir et les pauvres le droit de mourir dans la misère la plus noire.

Ensuite – et c'est encore plus immédiatement préoccupant – si nous, Européens, nous ne créons pas ce système de défense qui nous soit totalement propre et donc indépendant de celui des Américains, nous risquons fort d'être aspirés en grande partie, sinon totalement dans la spirale sécuritaire des Etats-Unis. Ceci nous exposera inmanquablement à deux dangers qui sont d'une gravité extrême, parce que, à terme et si nous ne parvenons pas à les conjurer, ils pourraient inéluctablement aboutir à la perte de notre âme d'Européens, c.-à-d., en tout cas, le modèle de société qui fait notre spécificité dans le monde et qui est construit sur la conciliation fondamentale et équilibrée entre la liberté et la justice.

Le premier de ces deux dangers – qui sont d'autant plus menaçants qu'ils se renforcent mutuellement – est d'ordre économique et social. En effet, à en croire encore Pierre Defraigne, les Américains sont en train, à l'intérieur de leurs frontières, de donner exactement l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire puisque, en un quart de siècle à peine, ils ont réussi l'exploit de doubler l'ampleur du fossé qui, chez eux, sépare les riches des pauvres. En effet, selon un article récent du Financial Times, alors qu'en 1979, la frange la plus aisée de leur population recevait 9,5 % du PIB, elle en reçoit aujourd'hui 20 % ! Or, plus notre sort sera lié au leur, plus nous risquons d'être entraînés dans la même dérive économique et sociale et de voir, en conséquence, les acquis sociaux qui font notre orgueil et notre réputation dans le monde s'effriter peu à peu jusqu'à, peut-être, disparaître complètement au profit, si l'on ose dire, d'une explosion de l'injustice, de l'insécurité, de la violence. Et ce risque est d'autant plus sérieux que nombre de nos dirigeants ne cachent pas leur fascination pour le modèle américain.

Quant au second danger – qu'il est sans doute plus urgent encore de conjurer – il est d'ordre militaire. En effet, l'administration Bush junior a repris à son compte l'idée, chère à Ronald Reagan, de la guerre des étoiles et – c'est du

moins la conviction de Pierre Defraigne – elle s'est inventé des ennemis extérieurs purement imaginaires: l'Irak, qui n'était en rien une menace pour les Etats-Unis et où, nous en avons la preuve tous les jours, leur intervention a engendré une situation infiniment pire que le régime dictatorial de Saddam Hussein; l'Iran, qui n'est pas plus dangereux et qu'elle accuse tout aussi fausement des mêmes desseins funestes; la Russie, dont il ne voit vraiment pas en quoi elle peut constituer une menace quelconque: elle a son gaz, dont elle n'est même pas capable de fermer le robinet, sinon, parfois, pour ennuyer quelque peu l'Ukraine. Mais, si elle essaie avec nous, elle y laissera des plumes...

Le problème, c'est que, si les objectifs hautement proclamés de ces projets guerriers sont faux, c'est pour mieux en cacher d'autres qui, eux, sont tout à fait réels. Et que la véritable guerre qui ne veut pas dire son nom et qui se profile potentiellement à l'horizon, ce sera sans doute la guerre pour la possession et l'exploitation des dernières ressources d'énergie fossile de la planète. Et elle se prépare même déjà très sérieusement aux Etats-Unis, mais... aussi en Europe ! En effet, selon un article récent de The Economist cité aussi par Pierre Defraigne, la Pologne et la République tchèque sont déjà acquises assez concrètement à cette idée. Et le Royaume-Uni l'est, quant à lui, encore davantage, puisqu'il a tout simplement offert aux Américains l'installation sur son territoire d'une de leurs rampes de lancement de missiles antimissile.

Avec l'implantation de cette puissante infrastructure militaire étrangère sur le sol britannique, l'emprise, déjà bien réelle, des Etats-Unis sur notre *vieille Europe*, pour parler comme Donald Rumsfeld, ne fait donc que se confirmer encore. Et, à en juger par le silence assourdissant – témoin, soit de notre ignorance, soit de notre indifférence – avec lequel nous l'avons accueillie, tout porte à croire que, si nous ne réagissons pas rapidement, nous risquons fort de voir cette emprise croître et embellir encore bien davantage à l'avenir.

C'est pourquoi, si nous ne voulons pas être emportés sans retour dans les dérives éminemment dangereuses de *l'américan way of life* façon Bush au point d'en arriver finalement à perdre irrémédiablement ce qui – précisément – fait notre identité, sans même parler de l'implication forcée dans une guerre planétaire dont on ne sait quelles peuvent être

les conséquences apocalyptiques, il est plus que jamais urgent d'achever la construction européenne. C'est du reste la conclusion à laquelle Pierre Defraigne en est arrivé au terme de son exposé. Or, il l'a rappelé, depuis qu'elle comporte 27 Etats membres, l'Union est totalement paralysée et ne peut plus rien entreprendre de sérieux: la Commission n'ose plus faire la moindre proposition; le Conseil européen ne parvient plus à établir le moindre consensus et, si le Parlement n'est pas tout à fait à l'arrêt, c'est parce qu'on y trouve heureusement de grands juristes et quelques membres dynamiques comme, par exemple, Daniel Cohn-Bendit.

Dès lors, il estime, comme beaucoup, d'ailleurs, de ses collègues, que la seule solution, pour que l'Europe sorte de cette paralysie et, surtout, pour qu'elle puisse exister enfin de tout son poids par rapport au monde, c'est qu'un petit nombre seulement des 27 membres de l'Union – les plus déterminés à parachever sa construction – constituent au plus tôt une fédération noyau qui soit provisoirement limitée à eux seuls, mais à laquelle tous les autres pourront évidemment adhérer de plein droit lorsqu'ils seront prêts. Mais, surtout, cette fédération noyau devra impérativement être structurée selon un modèle cohérent et original. Et l'une des conditions majeures – et sine qua non – pour qu'elle puisse y parvenir, c'est qu'elle possède enfin un système de défense qui, non seulement lui soit tout à fait propre, mais qui soit surtout totalement indépendant de tous les autres.

Enfin, cette passionnante dernière conférence-débat de la saison s'acheva par la traditionnelle séance des questions posées par l'assistance. Les orateurs y répondirent brièvement, tantôt pour réfuter les remarques qui leur étaient faites, tantôt pour les corroborer. Et, surtout, ils confirmèrent avec force qu'il était, à leurs yeux, capital et plus urgent que jamais d'achever la construction de notre *jeune Europe*.

